



**HAL**  
open science

## Chapitre 7 La bureaucratie ottomane locale et ses usagers Exemples de conflits ruraux dans le qaḍāʿ Homs en Syrie Moyenne à la fin du xix e siècle

Vanessa Guéno

► **To cite this version:**

Vanessa Guéno. Chapitre 7 La bureaucratie ottomane locale et ses usagers Exemples de conflits ruraux dans le qaḍāʿ Homs en Syrie Moyenne à la fin du xix e siècle. S. Knost; V. Guéno. Lire et écrire l'histoire ottomane du Bilād Al-Shām, Ifpo, 2015. hal-02530955

**HAL Id: hal-02530955**

**<https://hal.science/hal-02530955>**

Submitted on 3 Apr 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Chapitre 7

### La bureaucratie ottomane locale

#### et ses usagers

#### Exemples de conflits ruraux dans le *qadā'* Homs en Syrie Moyenne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

Vanessa Guéno

v.gueno@ifporient.org

**Résumé** : En se fondant sur les comptes rendus d'audience issus des registres du tribunal civil de Homs, où seuls 30% des cas sont relatifs à la campagne alors que 60% de la population est rurale, cet article analyse la pratique du droit par les usagers (fonctionnaires, notables, paysans, propriétaires) et leur adaptation aux nouvelles instances bureaucratiques ottomanes. Dans la subdivision administrative de Homs, les histoires anodines, les litiges mineurs débattus auprès de la cour révèlent tant les rôles et implications de chacun des acteurs dans la mise en place du régime foncier que la labilité des lois et des notions juridiques et foncières. L'analyse au fil de l'anecdote met en valeur les registres de langue, les multiples titres de propriété ou de location des parties plaidantes ainsi que les nuances d'entendement des lois et coutumes. À l'échelle locale et avec les détails infimes des recours en justice, durant la fin du XIX<sup>e</sup> siècle caractérisée par l'application des réformes institutionnelles ottomanes (*Tanzīmāt*), cet article propose d'observer la réforme ottomane foncière à la lunette d'usagers locaux de la Wilāyat Sūriyya.

**Mots-clés** : Homs, Réformes ottomanes, Régime foncier, Propriété, Cadastre, Conflit, Usage des lois.

**Abstract :** According to the records from the Civil Court in Homs, where only 30% of the reported cases in the district were related to the countryside when 60% of the population lived in the rural areas, the author studies the practice/application of rural law and of the Civil Code by the users (civil servants, notables, farmers, land owners...) and how they adapted to the new Ottoman bureaucratic authorities. In the administrative sub-district of Homs, the recording of trivial stories, and minor disputes dealt with in court reveal both the roles and implications of each actor in the implementation of the tenure, as well as the lability of laws, legal concepts and land tenure. The analysis of each story highlights the language, the multiple terms for ownership or lease of litigants and the different degrees of understanding law and customs. At the local level and with minute details of the litigations at the court in the late nineteenth century, a time that was characterized by the application of Ottoman institutional reforms (*Tanzīmāt*), this paper suggests to observe the Ottoman land reform through the eyes of a local user in Wilāyat Sūriyya.

**Keywords :** Homs, Ottoman Reforms, Land system, Landownership, Land Register, Dispute, Use of laws.

Sous le règne du sultan Abdülhamid II (1876-1909), les réformes (*tanzīmāt*) élaborées au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à Istanbul sont poursuivies et appliquées dans l'ensemble du territoire impérial. Parmi ces réformes visant à réorganiser l'Empire en tout point, la nouvelle législation des terres a des répercussions sans précédent dans les campagnes. En 1858, le Code des Terres redéfinit les statuts de la terre ; en 1869, le Code Civil (*Mecelle*) réaffirme la propriété privée ; quelques années plus tard les tribunaux civils (*nizāmiyya*) statuent sur des contentieux issus de l'application locale des lois centrales. Dans la subdivision administrative (*qaḍā'*) de Homs appartenant à la Province de Damas (*Wilāyat Sūriyya*)<sup>1</sup>, 60 % de la population habite la campagne mais seulement 30 % des affaires traitées par l'instance judiciaire locale concernent le monde rural. Les conflits de la campagne se réglent sans aucun doute à l'amiable (*ṣulḥ*) entre les parties ; les contrats oraux étaient nombreux. De plus l'éloignement du tribunal ne permet pas à tout un chacun de se présenter devant la cour. Ainsi, bien souvent les villageois sont jugés par contumace. En revanche, lorsque les villageois se déplacent, les procès sont beaucoup plus longs, les plaidoiries contradictoires s'enchaînent et sèment la confusion. Citadins, ruraux, notables, paysans, fonctionnaires s'affrontent autour de litiges bien souvent anodins (coupe d'arbres, loyer impayé, marais échangé, terre empiétée, héritage spolié, dettes non honorées...) ; pourtant plusieurs

1. « L'ancienne administration provinciale fut complètement refondue par la loi des vilayets du 7 djemazi ul-akhar 1281 (1864) [...] Le territoire est divisé aujourd'hui en provinces (vilayets), départements (liva, sandjak, mutessarriflik), arrondissements (kaza), cantons (nahiyé), communes urbaines et rurales. », in HEIDBORN 1908-1912, vol. I, p. 157.

audiences sont nécessaires afin que le président de la cour puisse rendre son verdict.

Les comptes rendus d'audience consignés dans les registres issus du tribunal de première instance de Homs sont les témoins d'instantanés institutionnels qui laissent transparaître non seulement les normes imposées par le gouvernement central mais aussi les pratiques locales marquant la transgression, l'adaptation ou encore la soumission à la loi. De ces instantanés judiciaires confus, ressortent des éléments révélant des détails de conduites sociales et politiques ; ce sont ces détails bien particuliers qu'une lecture micro-historique permet de dévoiler<sup>2</sup>. La bureaucratie ottomane localisée au cœur de la ville chef-lieu de subdivision s'adapte-t-elle aux particularités locales ? Qui sont ses fonctionnaires et quel est leur rôle dans la mise en application du nouveau régime foncier ?

## Juridiction de droit commun et des affaires anodines

Une fois la phase du dépouillement de la source achevée, le corpus documentaire se présente comme une succession d'affaires banales jugées par le tribunal de première instance de Homs (*maḥkamat bidāyet Ḥimṣ*).

### La source

En 1879, le Ministère de la Justice est réorganisé. Une nouvelle instance judiciaire est dès lors mise en place : le tribunal civil (*maḥkama niẓāmiyya*). À l'instar de l'ensemble des grandes évolutions juridiques de l'histoire, la réforme légale ottomane de la fin du XIX<sup>e</sup> constitue un savant mélange d'emprunts<sup>3</sup>. Si le nouveau système juridique (*niẓām*<sup>4</sup>) ottoman est fortement marqué par l'influence française, « les réformateurs ottomans n'ont jamais été censés reproduire la législation française sur leur territoire. Ils ont plutôt consciemment développé

- 
2. Lire notamment : LEVI 2001 ou MAGNUSSON 2006 ou encore GINZBURG et PONI 1981. De coutume, écrire un article constitue le résultat d'une recherche. Dans cette production, l'étape préliminaire est proposée à l'exercice de l'écriture : c'est le moment de la lecture, ou plutôt du décryptage de la documentation. Dans ce but, deux documents ont été sélectionnés parmi les registres (*siğillāt*) issus de la section civile du tribunal civil de première instance (*qism ḥuqūqī maḥkamat niẓāmiyya bidāyet*) de Homs durant les dernières décennies de l'Empire Ottoman.
  3. Voir RUBIN 2011, p. 19-20.
  4. *Niẓām* : « 1. A line, row or string of things arranged in order. 2. Order, regularity. 3. That which is the basis of order. 4. (pl. *Niẓāmāt*) A system, method. 5. A law or regulation or a set of laws » ; in REDHOUSE 1882, p. 2088.

leur propre version de la loi moderne combinant les textes légaux français et islamiques » sans ignorer non plus les pratiques locales <sup>5</sup>. À partir de cette date, ce nouvel organe judiciaire est compétent en toute matière, excepté le statut personnel <sup>6</sup>, sur l'ensemble de l'espace administratif qu'il couvre. La *maḥkamat niẓāmiyya* constitue désormais « la juridiction de droit commun [...] tandis que les tribunaux chériyé sont tombés au rang de justices spéciales <sup>7</sup> ». D'après les *sālnāmāt* (annuaires administratifs ottomans) de la *Wilāyat Sūriyya* (Province de Syrie), la cour civile de première instance (*maḥkamat niẓāmiyya bidāyat*) est installée dans chacun des *qaḍā'*-s (subdivision administrative) constituant la province de Damas en 1879/80. À Homs, chef-lieu du *qaḍā'* du même nom, le tribunal est officiellement en place à la même date. De cette cour, nous sont parvenus 24 registres (*siğillāt*) couvrant les années 1886-1915 <sup>8</sup>. Ces *siğillāt* sont issus soit de la section (*qism*) civile (*ḥuqūqī*), soit de la commerciale (*tiğārī*) <sup>9</sup> ou encore de la section pénale (*ğazā'ī*) du tribunal de première instance de Homs. Ces registres consignent toutes sortes de litiges : bagarres en tout genre, vol, dettes impayées, loyers non acquittés, lettres de change (*kambiyāla*) non honorées entre divers habitants (citadins, villageois et même bédouins) de la circonscription administrative sur laquelle s'étend la compétence de ce tribunal. Parmi ces comptes rendus d'audience, ceux consignés par la section civile concernent pour la plupart les litiges survenus à l'intérieur de la ville. En revanche, les documents décrivant les contentieux de la campagne ont la particularité d'être généralement longs, les audiences s'enchaînent jour après jour pour finalement aboutir à un consensus judiciaire <sup>10</sup>. Les deux comptes rendus d'audience qui constituent l'objet de cette étude ont été choisis pour leur imbroglio judiciaire et pour l'importance de détails

5. RUBIN 2011, p. 7.

6. Les affaires relatives au statut personnel demeurent du ressort des tribunaux religieux (*maḥākim šar'iyya*). Young souligne dans son introduction qu'Istanbul « n'a pas seulement sécularisé la loi de l'Empire en toute matière excepté le statut personnel, mais [il] a aussi créé une organisation de tribunaux de l'État appelés 'réglementaires' (*nizamīe*) qui ne laissent plus aux tribunaux du Chéri qu'une compétence fort restreinte », in YOUNG 1905, vol. I, p. 159.

7. HEIDBORN 1908-1912, vol. I, p. 205-206.

8. Voir GUÉNO 2008, vol. II, p. 371-373 : « Annexe n° 5 : Inventaire des registres émanant des organes judiciaires de Homs exploités dans le cadre de cette étude. »

9. « Les tribunaux sont divisés en deux sections indépendantes l'une de l'autre (civile et pénale) [...]. Dans certaines localités [...] vient s'ajouter un tribunal de commerce (*maḥkama tiğārī*). Mais en l'absence d'une cour commerciale indépendante, la section civile du tribunal juge les affaires commerciales », GUÉNO 2008, vol. I, p. 104. À Homs, la section civile gère les affaires commerciales.

10. Sur le nombre d'affaires relatives à la campagne dans les registres des tribunaux religieux et civil de Homs à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, voir GUÉNO 2013, p. 147, fig. 1 « Les cas ruraux dans les registres : proportion et variété ».

révélateurs de la pratique du droit par les usagers localement. Ainsi s'intéresser aux détails dans la lignée du courant méthodologique de la *micro storia*, permettra d'apporter un éclairage substantiel sur le concept de propriété et sur sa perception par les acteurs d'un *qadā'*.

### *Le formulaire*

Sans doute, sous la dictée du président (*ra'īs*) de la cour, le greffier (*kātib*) transcrit le déroulement des audiences dans un style administratif dépourvu de tout point de vue : c'est l'univers de la norme juridique. Dès l'introduction, le scribe présente les parties prenantes et le motif de la plainte : « Une requête a été soumise auprès de ce tribunal sous le numéro X par l'intermédiaire d'un tel, fils d'un tel, originaire de Homs (ou du village X appartenant au district de Homs). La requête susmentionnée contient que... ». Les documents ici sélectionnés sont organisés comme un formulaire à remplir. En introduction (SMBH 1, doc. 16, l. 1-5 et SMBH 1, doc. 21, l. 1-5), les personnages de l'affaire sont identifiés sans détail descriptif comme dans l'ensemble des documents émis par le tribunal civil. « Seuls sont énoncés les qualificatifs essentiels permettant de distinguer les parties plaidantes <sup>11</sup> » : le prénom, le nom, la généalogie (*nasab*), et le titre (*laqab*) si nécessaire, l'origine citadine ou villageoise et la nationalité. Ce processus identifiant les personnes apparaît normé, il est le reflet de la pratique administrative. La loi sur la nationalité ottomane de 1862 et la loi sur l'état-civil promulguée en 1890 et amendée en 1902 <sup>12</sup> entérinent la pratique. Après avoir identifié les acteurs, le motif de l'affaire est annoncé de manière plus ou moins détaillée. Dans les documents 16 et 21, l'exposé des motifs est assez long (l. 2-5). Le décor posé et les acteurs en scène, les demandes de comparution (*awraq al-da'watiyya*) sont rédigées en trois exemplaires (*al-talāta*) et envoyées à des dates différentes (*bi-tawāriḥ muḥtalifa*) à la partie défenderesse (*lil-mudda'ā 'alayhi*). L'introduction protocolaire prend fin et laisse place au récit des plaidoiries successives durant la ou les audiences (*ḡalsa*) nécessaires au jugement. Le style normatif se transforme, alors, en une narration des faits successifs ayant conduit à la plainte ou dévoilant les arguments nécessaires à la défense de chacune des parties. Le développement du document apparaît comme un dialogue de plusieurs jours par personnes interposées. Les affaires se sont déroulées sur deux

11. GUÉNO 2010, p. 195.

12. Voir GUÉNO 2010, p. 196-201. Sur la nationalité ottomane promulguée par le Ministère des Affaires Étrangères, lire le texte législatif: *Dustūr* 1289, p. 16-18 (en ottoman), et ARISTARCHI BEY 1873, vol. I, p. 7-8 ou YOUNG 1905, vol. II, p. 226-228 (en français). Sur la création du papier d'identité (*tezkeré*), lire BOUQUET 2007, p. 60, GUÉNO 2010, p. 199-204.

(doc. 16) ou trois (doc. 21) audiences qui ont eu lieu à des dates différentes. Dans le document 16 par exemple, la première audience se déroule le lundi 24 mars 1302 (SMBH 1, doc. 16, l. 6) puis le procès est suspendu, le temps pour les parties d'apporter des « documents preuve ». Le procès reprend trois jours plus tard : le jeudi 27 mars 1302. C'est par la même formule (doc. 16, l. 21/doc. 21, l. 35) que le scribe clôt la première audience et ouvre la seconde. Ces documents sont rédigés *a posteriori*. Le scribe transcrit mot à mot les plaidoiries de chacune des deux parties. Les plaidoiries des deux parties prenantes s'alternent tout au long du procès. Par ce procédé, demandeur (*mudda'ī*) et défendeur (*mudda'ā 'alaybi*) dialoguent par la voix de leur mandataire (*wakīl*) respectif. Enfin, l'échange des récits des deux parties prend fin avec, systématiquement, une dernière sentence accordée à la partie demanderesse. Puis, le président de la cour annonce la fin du procès. Tout comme l'introduction, la conclusion du document se présente selon une formulation précise où seuls les numéros des articles des codes de lois changent. Le jugement final désigne une partie coupable (*al-ṭaraf ġayr muḥaqq*) et exige le remboursement ou le rendu du bien litigieux à son ayant droit.

### *Les acteurs* <sup>13</sup>

Après de la cour civile, les plaidoiries se succèdent toujours selon le même ordre. La partie demanderesse (*mudda'ā 'alaybi*) ouvre et conclut le débat. Juste avant l'annonce de la clôture du procès (*ḥitām al-mahkama*) par le président, le ou les plaignants exposent les derniers arguments. Les demandeurs sont toujours représentés par des *wakīl-s* (mandataire, agent). Dans le document 21, deux Homsites al-Šayḥ Muḥammad Riḍā Efendī al-Ġamālī et Muṣṭafā Efendī al-Raslān (l. 12) déposent une requête (*'ardḥāl*) au nom de leur mandant respectif ; ils sont, par conséquent les demandeurs administratifs officiels. Ces défenseurs homsiotes agissent pour des notables damascains ayant acquis des biens dans la subdivision : Šam'at Zāda Sa'adatlo Aḥmad Rafīq Efendī Bāšā *min abālī Dimašq* (originaire de Damas) et son associé (*šarikubu*) Qūwatlī Zāda al-Sayyid 'Abd al-Ġanī Efendī *min abālī Dimašq* (l. 9-10). Dans cette affaire, les deux agents sont chargés non seulement de défendre leur client auprès de l'instance judiciaire mais aussi de gérer leurs affaires dans le *qaḍā'* de Homs. Ils sont chargés de louer et d'établir les contrats de location des terres appartenant aux deux Damascains (l. 14-19). L'un d'eux s'occupe également de payer les impôts pour eux deux : il leur paie l'abattement au trésor chaque année (*yadfā'u 'anhumā al-murattab li-ġibat al-ḥazīna kull sana bi-sanatihā*) (l. 13). Soulignons également que al-Šayḥ Riḍā' Efendī al-Ġamālī et Muṣṭafā Efendī al-Raslān

13. Voir GUÉNO 2013, p. 156-162.

(l. 1) sont des hommes de renommée locale. Leur titre d'*efendī* rappelle leur rang social. Ils sont issus de familles de notables homsiotes. Puis le défendeur répond aux accusations portées par l'intermédiaire d'un représentant, bien souvent commis d'office (*wakīl musah̄bar*) en l'absence récurrente de la partie défenderesse<sup>14</sup>. Comparaitre devant la Cour de Justice pour un homme de la campagne est un long périple. Pourtant dans cette affaire, Darwiš Kāfī se rend auprès du tribunal pour défendre sa cause. Darwiš Kāfī est fonctionnaire de l'administration ottomane ; il est administrateur du village de Zaybaq (*muḥtār*)<sup>15</sup> où sont situées les terres des requérants. Ici, il est à la fois locataire de la terre (l. 1-5) et représentant de l'ensemble des villageois de Zaybaq. Le défendeur est donc à la fois villageois, paysan, locataire de terre, mais aussi fonctionnaire ottoman. Il est présent et défendu par un représentant légal issu d'une famille d'un grand lignage homsiote : 'Abd allāh Efendī *ibn* 'Abd al-Qādir Efendī al-Ġandalī *al-wakīl al-nizāmī* (l. 8).

Dans le document 16, deux notables homsiotes, deux frères de la famille Atāsī constituent la partie demanderesse (l. 1). Ḥassan Efendī Atāsī et son frère al-Ḥāġġ Murād Efendī les descendants du défunt Sa'īd Efendī Atāsī Zāda accusent des paysans du village de Ābil au sud de Homs d'avoir spolié les terres aux villageois de Šinšār, le village limitrophe (l. 1-5). Pour répondre à l'accusation, trois paysans originaires du village de Ābil sont convoqués : Ḥasan Būzān, Sulaymān le paysan (*al-fallaḥ*) et 'Azū al-Ḥalabī (l. 45). L'introduction n'apporte aucune explication sur la désignation de ces personnages ; au cours du développement divers éléments de réponse sont fournis de manière indirecte. Certaines familles du village de Ābil ont loué les terres litigieuses (l. 12). Les dénommés Ḥasan Būzān et Sulaymān se disent être les usufruitiers et locataires de la terre depuis plus de cinquante ans. Quant à 'Azū, son défenseur (*wakīl musah̄bar*) (l. 8) le déclare propriétaire de la terre (*mulk*) (l. 19). Au moment de la délibération (*tadakkur*) (l. 55), les trois défendeurs reconnaissent avoir loué aux deux plaignants (l. 57) la terre nommée : *arḍ al-madrassa* (l. 2). Dans les deux documents présentés comme dans la plupart des affaires consignées dans les registres du tribunal civil, la partie requérante est formée de notables, propriétaires fonciers (*ṣāḥib amlākī*) réclamant leur dû. La partie défenderesse, dans les conflits du monde rural est quant à elle systématiquement constituée par des villageois, des paysans ou encore des bédouins.

14. YOUNG 1906, vol. VI, « Code civil ottoman », art. n° 1791, p. 438 : « On appelle 'vékili moussakhar' le défendeur nommé d'office par le juge pour représenter le défendeur qu'on n'a pas pu faire comparaître. »

15. Ce village est situé au nord-ouest à trois heures de marche de Homs. Sālnāma, vol. 31 et 32, GUÉNO 2008, vol. II, p. 369.



Les autres acteurs sont des fonctionnaires de l'administration ottomane et plus particulièrement les employés du tribunal : le président de la cour (*al ra'īs*), le corps de judicature (*al hay'at*), le greffier (*kātib*). À ces hommes des rouages judiciaires, il faut ajouter, l'intervention de deux employés du *tābū* (employé du cadastre) qui ont été convoqués pour témoigner auprès de la cour : un employé du *tābū* Ibrāhīm Efendī al-Sibā'ī (doc. 21, l. 23, 28, 29 et 31) et le scribe du *tābū* 'Abd al-Wahḥāb Efendī al-Aḥrās (doc. 21, l. 35, 36 et 55). Dans le document 16, le greffier représentant du juge (*nā'ib*) Zāher Efendī Al-Sibā'ī et l'employé du *tābū* 'Abd al-Wahḥāb Efendī al-Aḥrās (doc. 16, l. 45) interviennent au su des voisins qui sont des gens compétents (*bi-ma'arifāt al-ḡiwār min abālī al-ḥibra*) pour effectuer une enquête de terrain (*kašf*) (l. 45-46). Ces employés de la bureaucratie ottomane sont également des notables homsiotes. Ces contentieux opposant la campagne aux notables urbains nous interrogent sur le degré d'impartialité des employés de l'administration ottomane également notables et homsiotes.

Dans le document 16, des villageois des villages avoisinants apportent leur témoignage ; ils sont tous *muḥtār*. Ils sont censés bien connaître le pays. Ainsi leur témoignage est de confiance (l. 25-27). Enfin, un corps de métier est cité dans l'affaire du document 16 au moment du partage de la parcelle entre les villageois de Šinšār et ceux de Ābil : les arpenteurs ou les mesureurs (en présence des arpenteurs *bi-ḥuḍūr muḥaddidīn*). Le terme n'est que peu fréquemment usité ; il s'agit peut-être d'un nouveau corps de fonctionnaires. Au xx<sup>e</sup> siècle, à Damas, les arpenteurs sont désignés par le terme de *massāḥūn*. « Ils sont chargés de mesurer la taille moyenne des terres. Ils arpentent la plupart des villages de Damas et ses jardins en qaṣaba qui est égale à 7 *adra'* (bras : de l'épaule à la main)<sup>16</sup> ». Le terme de *muḥaddidūn* est peut-être plus ancien ou usité dans d'autres régions comme celle de Homs. Dans l'affaire du document 16, ils ont limité la terre « *arḍ al-madrasa* » et attribué cette dernière au village de Šinšār comme le déclare les deux plaignants acquéreurs de ladite terre.

Dans cet imbroglio d'individus de renommée locale, propriétaires ou fonctionnaires ottomans, ne convient-il pas de s'interroger sur la position qu'adoptent ces gens de « bonnes familles » pour juger les affaires en cours ?

### *Nature de la plainte et plaidoiries*

Auprès de la section civile (*qism ḥuqūqī*) du tribunal de première instance sont traitées des affaires *a priori* anodines qui ne devraient, à la lecture du motif de la plainte, demander qu'une brève audience. L'essentiel de l'objet de la plainte

16. AL-QĀSIMĪ, AL-QĀSIMĪ et AL-AZEM 1988, p. 436.

(*bulāṣat al-‘arḍḥāl*) (doc. 16, l. 5 et doc. 21, l. 5) est soigneusement défini dès l'introduction du document. Les demandeurs y réclament respectivement un loyer (doc. 21) et la remise d'une parcelle de terre spoliée. À l'appui de leur requête, ils apportent en main propre (*bi-yadīhi*) une preuve écrite irréfutable tel un contrat de location (*qayd iğār*), un titre de propriété (*sanad mulkiyya*) ou encore un titre possessoire établi par les employés du cadastre (*sanad t̄ābū*). Quelle que soit la nature du document preuve, il justifie irrévocablement la demande ; il devrait suffire au président de la cour pour trancher définitivement le litige<sup>17</sup>. Avec la systématisation de l'enregistrement par écrit de tout acte ou contrat, la preuve écrite devient irréfutable dans la justice ottomane moderne<sup>18</sup>. Pourtant, plusieurs audiences sont nécessaires ; les multiples pages de transcription des plaidoiries successives révèlent la complexité des affaires. Les documents 16 et 21 du registre 1 sont rédigés chacun sur trois pages. On peut considérer qu'il s'agit d'affaires relativement simples par rapport à des documents de 5 à 10 pages parfois. Les parties prenantes défendent leur cause dans des débats contradictoires orchestrés par le président de la cour. Les notables membres du tribunal sont censés comprendre le différend et trouver une fin objective. La décision (*qarār*) du jugement est prononcée en conséquence par le président de la cour.

Dans le document 16, les deux frères Atāsī déposent une plainte auprès du tribunal (*taqaddama li-haḍīhi al-maḥkama ‘arḍḥāl*) (l. 1) contre les gens du village de Ābil qui se sont emparés par la force et par la tyrannie (*bil-qabr wa-l-ğabr*) (l. 4) d'une parcelle de terre nommée terre d'al-Madrassa (*qit‘a arḍ tusammā arḍ al-madrassa*) (l. 2) située sur les terres de Šinšār, le village voisin (l. 2). La spoliation a eu lieu après le départ du locataire de la terre : le *muḥtār* du village de Ābil. L'affaire est simple ; les paysans doivent rendre l'usufruit<sup>19</sup> de la parcelle à qui de droit : les gens de Šinšār. Que réclament donc les demandeurs ? Quel intérêt ont-ils dans cette requête ? Le jugement définitif confirme que les terres appartiennent aux deux plaignants (*u‘tī al-qarār wa-l-ḥukm bi-tubūt al-arāḍi*

- 
17. Les preuves écrites sont des documents officiels tels des titres de procurations (*sanad wakāla*), des titres possessoires (*sanad t̄ābū*) ou des contrats de location (*sanad iğār*), ou encore des reconnaissances de dettes (*kambiyāla*), etc. Chaque fois qu'une des parties apporte une pièce écrite comme preuve tangible auprès de la cour, elle sort le document et le prend dans ses mains comme pour montrer l'existence et la certification matérielle de ses propos. Le scribe transcrit cette gestuelle d'une manière systématiquement identique : « *wa abraza min yadīhi kambiyāla* » : « et il montra avec sa main la reconnaissance de dette » ou tout autre document.
18. À propos de la preuve écrite avant les réformes judiciaires ottomanes du XIX<sup>e</sup> siècle, lire : JOHANSEN 1997, p. 333-376.
19. Droit d'usufruit (*ḥaqq al-taṣarruf*) : droit d'usage, de jouissance étendu. Ce droit s'applique sur les terres domaniales dont la propriété est divisée en deux la nue propriété (*rakaba*) aux mains de l'État et la propriété utile (*taṣarruf*) réservé aux exploitants.

*al-mudda'ā bihā al-marqūma lil-mudda'ayyin*) et qu'ils en sont les usufruitiers (*wa-taḥt taṣṣarrufihimā*) (l. 56).

Dans le document 21, le motif de la plainte est encore plus limpide. Deux notables damascains par l'intermédiaire de leurs agents (*wakīl*) le Šayḥ Muḥammad Riḍā' Efendī al-Ġamālī et Muṣṭafā Efendī al-Raslān, musulmans ottomans originaires de Homs (l. 1), demandent la comparution devant le tribunal d'un certain Darwiš Kāfī, *muḥtār* du village de Zaybaq situé à l'ouest de Homs. Ce dernier loua (*bi-ṭariq al-iğār*) (l. 2) la terre de Ḥirbat al-Ġašamāt (l. 2) située sur les terres du village de Zaybaq. Puis il partit, emporta « la récolte et ne paya rien aux deux propriétaires » (*ḥāšilatihā wa-mā dafa'a labumā šay'*) (l. 2-3). Ces derniers ayant vendu des parts de ladite terre à une tierce personne Ḥālīd Efendī al-Atāsī (l. 3), ils demandent la mise sous séquestre de la production, la reconnaissance du droit et la délivrance à l'acheteur des parts de terres (l. 3-5). Cette mésaventure de loyer impayé et d'un locataire malhonnête ayant emporté la récolte sans payer les propriétaires nécessite deux audiences et de longs développements des deux parties prenantes avant d'arriver à un éclaircissement de la situation réelle et finalement à un jugement définitif. Le président de la cour de première instance de Homs déclare que la terre de Ġašamāt appartient aux deux propriétaires : l'accusé doit payer ! Pourquoi déclarer la propriété de la terre alors que celle-ci n'était pas mise en doute dès le départ ? Fallait-il réellement deux audiences et autant de personnes appelées à témoigner pour exiger un loyer impayé ?

Dans l'ensemble des affaires rurales de la cour civile comme dans les deux cas ici présentés, le motif exposé en introduction du compte-rendu d'audience se travestit au cours des plaidoiries.

## La pratique du droit et la terre

De cette simple description documentaire, sont ressortis des questionnements sur la nature exacte des plaintes, sur les protagonistes de ces affaires *a priori* anodines, sur le nombre d'intervenants et sur leur qualité à témoigner. Un loyer impayé (doc. 21) ou une parcelle spoliée par les gens du village voisin (doc. 16) ont amené devant le tribunal de première instance non seulement des Homsites issus des grands lignages locaux mais aussi des paysans venus de leur village situé parfois à plusieurs heures de marche<sup>20</sup>. Pour une accusation de loyer impayé,

20. *Sālnāma wilāyat Sūriyya*, vol. 31, année 1899/1901, p. 390-393 ; vol. 32, année 1900/1901, p. 391-394. Voir également GUÉNO 2008, vol. II, annexe n° 4, « Répartition administratives des villages du *qaḍā'* de Homs d'après les annuaires provinciaux », n° 31 (année 1899/1900)

Darwīš Kāfī doit effectuer un trajet de 3 heures de marche, quant aux deux paysans de Ābil présents à l'audience, leur voyage jusqu'à Homs dura deux heures. Soulignons d'emblée que ces terres situées dans la campagne homsiote suscitent l'intérêt de gens de renommée locale mais aussi provinciale. Deux requérants sont des dignitaires damascains détenant au moins une terre dans le village de Zaybaq (doc. 21). Ces terres agricoles présentent, sans aucun doute, quelques particularités.

### *Récits d'acquisition de terre*

Dans le cas de la parcelle de terre Ĥirbat al-Madrasa (doc. 16), la partie demanderesse fait le récit des acquisitions successives de cette parcelle par différents détenteurs. Ainsi les plaignants déclarent qu'ils possèdent parmi leurs propriétés (*fī mulkibimā*) une terre nommée Ĥirbat al-Madrasa, appartenant aux terres du village de Šinšār. Depuis longtemps (*min al-qadīm*), elle est entre les mains (*bi-yad*) des familles du village et cela avant que les deux demandeurs ne l'achètent. Ensuite, la terre a été louée au *muḥtār* du village de Ābil qui a par la suite quitté la dite terre. De ce fait, les villageois de Šinšār ont récupéré les terres puis ils en ont été chassés par les villageois de Ābil. La partie défenderesse réfute cette accusation.

Dans l'affaire de Zaybaq (doc. 21), le représentant légal de l'un des plaignants prétend que selon une convention légale (*wakāla niḏāmiyya*) les deux dignitaires damascains détiennent (*fī-mulk*) conjointement à part égale les deux fermes (*munāṣafatan baynabumā li-kull min-bumā al-niṣf ḡamī' mazra'atayn*) d'Al-Ġašamāt depuis seize ans (l. 10 et 12). Et cela a été enregistré dans le registre du cadastre (*daftar ṭābū*) ; ainsi les deux dignitaires détiennent une feuille du cadastre portant le sceau impérial (*waraqa al-ṭābū al-ṭūgra li-bi*) et un certificat de propriété (*qayd amlāk*) (l. 12-13) et depuis lors, ils paient les taxes d'abattement au trésor public (*al-murratab li-ḡibat al-ḥazīna*) de ces terres (l. 13) et d'autres terres qu'ils ont achetées par l'intermédiaire du gouvernement impérial (*min qibal al-ḥukūma*) après leur mise aux enchères (*bi-l-muzāyada*) (l. 14). L'enregistrement cadastral légal impérial semble être une preuve incontournable. En effet, « les bérats impériaux et les inscriptions des livres du Defter-Khané étant indemnes de toute fraude font foi en justice <sup>21</sup>. » La seconde preuve de propriété est le titre de propriété que les dignitaires damascains ont

et 32 (année 1900/1901), p. 367-370.

21. YOUNG 1906, vol. VI, « Code civil ottoman », livre XV : « Des preuves et du serment dispositions préliminaires. », titre II : « Des preuves littérales et des présomptions. », art. 1737, p. 428.

obtenu sans nul doute après leur achat de la terre aux enchères. Peter Sluglett et Marion Farouk-Sluglett disent à ce propos que les terres domaniales laissées à l'abandon ont été revendues à des particuliers par l'État <sup>22</sup>. Un article du Bureau du Cadastre (Defter-Khané) note que : « Les biens mulk de ceux décédés sans héritiers et intestats seront vendus aux enchères au plus offrant à l'instar des terres miriées vacantes (*mabloul*) et le prix sera versé au Defter-Khané <sup>23</sup>. »

Les cas sélectionnés révèlent deux modes d'acquisition. Le premier est l'achat direct des terres aux paysans (doc. 16) puis l'autre est l'achat d'une terre à l'État (doc. 21). D'autres modes d'aliénation des terres existent comme l'échange, le transfert ou encore l'héritage. Chaque parcelle, chaque mode de transfert de biens fonciers impliquent un statut foncier défini depuis 1858 par le Code des Terres <sup>24</sup>. Ainsi, comprendre les divers processus d'acquisition de propriété foncière c'est s'interroger sur le ou les statuts de la terre.

Les questions suivantes découlent de ce constat : Comment achète-t-on une terre à l'ensemble des villageois ? Quel était le statut des terres avant leur acquisition par des notables ? Qui peut statuer sur ce type de transaction ? Qui sont les personnes compétentes ? Que sont devenues les terres après leur acquisition ?

Dans l'affaire de Šinšār, les notables de Homs ont acheté la terre aux villageois. Ce détail du processus de transfert de la parcelle révèle une terre collective, une terre possédée en indivis (*mušā'*) par les villageois. Cette terre est donc une terre domaniale (*amīriyya*). Par la suite, la terre est acquise par spoliation (l. 4). Or, la possession légale d'une parcelle est légitimée notamment par l'occupation déclarée par le fait que la terre est entre les mains d'un tel (*waḍ' yad*) et cela sans usurpation (*qasb*) <sup>25</sup> depuis au moins dix ans. Au tribunal civil de Homs, la notion d'occupation est signifiée par l'expression « *bi-yadi-hi* ». Ainsi, comme Ghazzal (2007) le souligne, les fonctionnaires des tribunaux doivent inventer plusieurs moyens procéduraux pour gérer la complexité des cas due à la définition même de la notion de la propriété <sup>26</sup>. Les dignitaires affirment non seulement avoir la propriété de la terre mais aussi son usufruit (*taṣarruf*) depuis 20 ans (l. 10-11). Ici, apparaît la labilité des lois causée sans doute non seulement par le

22. SLUGLETT et FAROUK-SLUGLETT 1984, p. 409-421.

23. YOUNG 1906, vol. VI, « Titre CV. Ministère du Cadastre (Defter-Khané) », « Chapitre II : Procédure pour aliénation, succession, hypothèque, etc. », art. 15, p. 102.

24. YOUNG 1906, vol. VI, « Titre CIII. Code des Terres. », art. 1, p. 45.

25. GHAZZAL 2007, p. 305 : « Within that legal framework, intrusion usually implies no more than an "occupation," waḍ' yad : "this person claims that this land is in my hand and this is the evidence supporting my claim; and another person claims that it is his and in his hand, without presenting any evidence. »

26. GHAZZAL 2007, p. 305-306.

changement de statut d'une même terre mais aussi par la superposition des lois foncières antérieures et/ou postérieures à 1858 puis à 1869. Les deux plaignants ajoutent qu'un an après l'usurpation, certaines familles de Ābil leur louèrent les terres (*ya'ḥudūna al-ārāḍī bi-l-iğār*) (l. 12). Comment peuvent-ils louer des terres occupées par la force ? La partie demanderesse, par cette déclaration, légitime l'occupation de la terre par ses usurpateurs en l'occurrence les trois défendeurs. Selon la norme et la pratique judiciaire, le possesseur doit apporter une seconde preuve ; dans la plupart des cas il s'agit du titre possessoire (*sanad ṭābū*)<sup>27</sup>. Les plaignants possèdent ce titre (l. 13). Un troisième pan au statut de la terre transparait. Cette terre domaniale exploitée en indivis est désormais la propriété de deux notables (*min al-ğārī fī mulkihimā*) (l. 9) cultivée illégalement par des paysans de Ābil. Les plaignants se déclarent donc propriétaires d'une terre de statut privé (*mulk*) anciennement domaniale (*amiriyya*) ; en toute légalité ils louèrent cette parcelle aux trois défendeurs. Le motif du litige est-il l'occupation forcée de la terre ou le changement de statut de la terre ? « Dans les provinces ottomanes, il existe cinq catégories de terres (*memālik utmāniyya beş naw' arāḍī wār*)<sup>28</sup> ». La première catégorie est la terre *mulk* ou pleine propriété, la deuxième est la terre *amiriyya* (terre domaniale), la troisième est la terre *waqf* (*mevkufē*) (du type « bien de mainmorte »), la quatrième est la terre d'usage public (*metrukē*) et enfin la cinquième est la terre morte (*mévat*)<sup>29</sup>. La terre nommée Ĥirbat al-Madrassa est donc devenue terre *mulk* ou propriété privée. À la fin du compte rendu d'audience, le verdict est donné par la cour. Comme les plaignants possèdent des titres légaux et que les défendeurs ont avoué avoir loué la terre à la partie demanderesse ; le jugement entérine (*tubūt*) la propriété de la terre aux deux notables dans les limites connues du voisinage et fixées après l'enquête (*al-kaşf*) par le premier greffier du tribunal, l'employé du cadastre et les gens de compétences (l. 44-60). Pour obtenir la vérité sur la situation (*ḥaḳīqat al-ḥāl*) (l. 44), un long échange de plaidoiries se poursuit ; les deux parties se contredisent chacune à leur tour sur les limites réelles des parcelles.

### *Délimiter, arpenter, cadastrer. Les rouages du service cadastral*

Lorsque les notables homsiotes ont acheté les terres (doc. 16), des experts de la délimitation (*muḥaddidūn*) sont intervenus sur le terrain pour délimiter la terre nommée Ĥirbat al-Madrassa ; de cette enquête est apparu que la terre appartient au village de Şinşār. Aussi, la partie demanderesse rappelle à plusieurs

27. AL-HMOUD AL-SWARIEH 1996, p. 259 et 271.

28. Al-Dīn, *Talḥiṣ ahkām arāḍī*, 1329 (1913), § 4, p. 9.

29. YOUNG 1906, vol. VI, titre CIII « Code des Terres », chap. I, art. 1, p. 45.

reprises le rôle des arpenteurs dans l'attribution des terres aux villageois de Šinšār (l. 11). De plus, les arpenteurs ont sans doute partagé cette parcelle collective (*mušā'*) entre les villageois<sup>30</sup>. L'intervention de ces experts et la multiplication des descriptions des confins de la terre litigieuse font écho aux problèmes de bornage qui subsistent après la loi 1864 divisant l'Empire en provinces (*vilayets*). Les « limites des communes rurales (*kariyé*) ne sont généralement pas nettement définies. La commune ne comprend le plus souvent que le village proprement dit et ses environs immédiats ; quant aux terrains plus éloignés, on ne sait trop la plupart du temps, à quelle commune ils ressortissent, puisqu'ils sont d'ordinaire incultes et que la population est fort clairsemée ». Au cours des plaidoiries contradictoires, la partie plaignante définit les confins de la terre litigieuse à deux reprises (l. 13-15, 54-55) et les confirme (l. 28) par des feuilles de cadastre et par un contrat de location légalisé par dix témoins (l. 23-27). Enfin, elle brandit également un contrat de location avec l'un des défendeurs louant une terre voisine. Avec ce nouveau document, les demandeurs soulignent que la violation de la terre n'est qu'un accident (*ḥādīt*) et que les gens du village de Ābil ont juste dépassé leur limite. La partie plaignante conclut par la description des confins. Non seulement l'espace est mal défini mais en plus la superposition des différents documents preuves rend l'affaire complexe. Les différents acteurs déclarent l'achat ou la location d'une même parcelle et réclament leurs droits d'usufruit et/ou de propriété de la terre. Par exemple, 'Azu al-Ḥalabī simple usufruitier est également présenté par son *wakīl* (l. 18-19) comme propriétaire. La situation devient de plus en plus confuse. Mais finalement, le jugement confirme (*tubūt*) la propriété de la terre dans les limites décrites aux notables.

D'après le document 21, les notables damascains (l. 9-10), Darwīš Kāfī et les gens du village de Zaybaq où se situent les terres de Ḥirbat Ğāšāmāt (l. 2) sont également en possession de divers titres possessoires portant tous le sceau impérial (*sanadāt ṭābū tuġra li-bi*). À l'ouverture de la première audience, un représentant de la partie demanderesse le Šayḥ Riḍā' al-Ġamālī explique, preuves à l'appui, que les dignitaires damascains ont acheté aux enchères les deux fermes de Ğāšāmāt et d'autres terres au gouvernement impérial (*ḥukūmat al-sunniyya*) (l. 13-14). Par conséquent, les propriétaires détiennent des titres possessoires (*awrāq al-ṭābū*) accompagnés d'un certificat de propriété (*ma'a qayd al-amlāk*) (l. 12-13) depuis 16 ans. Le Šayḥ Riḍā' al-Ġamālī paie, chaque année, pour son mandant Šam'at Zāda Sa'adatlu Aḥmad Rafīq Bāšā et pour son associé Qūwatlī Zāda al-Sayyid 'Abd Al-Ganī Efendī leur impôt foncier (*al-murratab*) (l. 9, 13-14). Depuis leur achat, ils louent la terre à qui la veut au su des voisins et de

30. AL-HMOUD AL-SWARIEH 1996, p. 437.



l'ensemble des gens de Zaybaq (l. 15). Pour cette raison, ils réclament le loyer à Darwīš Kāfī pour la location des deux fermes (l. 16-19) dont les limites sont connues mais que le chargé d'affaires n'hésite pas à rappeler (l. 11-12). Malgré la transparence d'une acquisition effectuée en toute légalité, le mandataire légal du défendeur réplique que l'usufruit des terres revient à l'ensemble des gens de Zaybaq et cela sans opposition ni résistance (*dūna mu'araḍ wa-lā mumāni'*) (l. 21-22) depuis des générations : *min abā'ihim wa-aḡdādihim* (depuis leurs pères et leurs grands pères) (l. 21). De plus, les terres ont été enregistrées sur le cadastre (*tābū*) pour l'ensemble des gens de Zaybaq (l. 22). Il est intéressant ici de constater que la durée de l'occupation est estimée non pas en années comme dans le document 16 mais en générations ; la partie défenderesse insiste également sur le fait que la terre n'a pas été usurpée et que les villageois n'ont jamais vendu, ni laissé les terres à quiconque (*mā bā'ū al-arāḍi wa-lā aḡraḡū-hā li-aḡad*) (l. 22-23). Les deux parties prenantes sont dans leur droit. Un maillon reste pour l'instant inconnu : pourquoi Darwīš Kāfī *muḡtār* du village et deux autres personnes ont-ils loués des terres dont ils sont les usufruitiers légitimes ?

Quelques années après l'enregistrement *tābū*, un employé du service vendit une terre du village aux notables (*duwat*) damascains. Or par erreur (*bi-l-ḡalaṭ*), il vendit la terre de Ğašāmāt (l. 23-24). Comment un employé du *tābū*, peut-il commettre une telle erreur ? Ce manquement rappelle encore une fois la confusion régnante quant à la délimitation des terres, des villages, des subdivisions administratives et de ce fait même des provinces<sup>31</sup>. Cet incident pose également la question de la formation et du recrutement des employés des institutions administratives ottomanes modernes. Les villageois réagissent à cet outrage et déposent une plainte au niveau provincial (*al-wilāya al-ḡalila*). La plainte est portée devant le conseil administratif du *liwā* de Hama (*maḡlis idāri liwā'*) qui se renseigne auprès du conseil local (*maḡlis maḡalla*) du *qaḍā'* de Homs. Ce dernier confirme que les terres de Ğašāmāt sont aux gens du village de Zaybaq et qu'ils en sont les usufruitiers depuis longtemps (*min al-qaḍīm*) (l. 25-27). Les villageois connaissent leurs droits et n'hésitent pas à les faire valoir auprès des instances *ad-hoc*. Après cela, un titre possessoire leur a été délivré pour ces terres dans leurs limites nord, est, sud, ouest. Le titre cadastral confère l'usufruit à qui de droit et entérine les limites. Dans l'exposé de la procédure administrative apparaît la hiérarchie institutionnelle des provinces. La loi sur les Vilayets (1864) inspirée par Midhat Pacha<sup>32</sup> produit un maillage uniforme qui constitue « la projection d'une structure juridique unique, qui juxtapose des unités administratives

31. Voir supra, note 26.

32. Lire à propos de Midhat Pacha : GEORGEON 2003, p. 61-78.



identiques<sup>33</sup> ». L'ensemble des rouages bureaucratiques ottomans intervient ; l'enjeu foncier est de taille. Lorsque Ibrāhīm Efendī al-Sibā'ī employé du *ṭābū* est interrogé par le conseil administratif de Hama sur la vente des deux fermes enregistrées *ṭābū* (*muṭawwaba*) au nom des villageois dans le registre cadastral du *liwā'* (*daftar ḥāqānat al-liwā'*) (l. 30) ; il répond à nouveau qu'il a vendu les terres de Ğāšāmāt par inadvertance (*sabwan minbu*) (l. 32). La plaidoirie de la partie défenderesse évoquant la vente de la terre et la décision administrative en faveur des villageois (*ḥaqq al-qarār*) qui a eu lieu en 1874/75 (1290) ne suffit pas à clore le procès. L'audience est reportée six jours plus tard le 19 septembre (*aylūl*) 1301 (1<sup>er</sup> octobre 1885)<sup>34</sup>.

À l'ouverture de la troisième audience, le *wakīl* de Darwīš Kāfī poursuit sa plaidoirie en plusieurs points. Tout d'abord, il souligne que son client n'est l'usufruitier que d'une part de la terre puisque cette dernière est partagée entre les paysans de Zaybaq (l. 37-38). Puis il note que le *wakīl* nommé al-Šayḥ Riḍā' Efendī réclame l'ensemble des terres de Ğāšāmāt alors qu'il n'est en possession que de la moitié de la terre. Le représentant de la partie défenderesse se lance dans un récit confus de l'acquisition et du partage de la terre par les deux notables damascains grâce à une procédure administrative (*iğrā'*) permissive engagée auprès du conseil du *liwā'* (l. 44). Il note que les terres litigieuses ont été enregistrées successivement au nom des villageois de Zaybaq puis au nom des deux notables. La partie défenderesse reconnaît donc l'acquisition (l. 39-46). Que s'est-il passé entre la deuxième et la troisième audience ? La difficulté de compréhension du récit d'acquisition établi par la partie défenderesse révèle une connaissance parfaite des rouages administratifs des deux parties. Si des études récentes sur les campagnes occidentales ont montré que « la justice est toujours apparue très lointaine aux sociétés rurales et tout particulièrement aux paysans<sup>35</sup> » ; les gens de la campagne de Homs ont de toute évidence une connaissance certaine de la bureaucratie et du système judiciaire nouvellement mis en place.

### *Propriété et possession. Poids de l'écrit et validité de l'aveu final*

Le plaidoyer de la partie défenderesse prend fin sur une confusion totale entre usufruit et propriété et sur le rôle du service cadastral quant à la délivrance de titre possessoire aux deux parties à des dates différentes (doc. 21). Lorsque le chargé d'affaires de Šam'at Zāda Sa'adatlu Aḥmad Rafiq Bāšā répond aux accusations du

33. BOURGUET 1988, p. 265.

34. Le système de datation utilisé dans les registres du tribunal civil correspondant au calendrier fiscal ottoman ou maliya. Voir : <http://www.oriold.uzh.ch/maliyya.html>

35. CHAUVAUD, JEAN et WILLEMEZ 2011, p. 10.

défendeur, il reprend sa plaidoirie de la première audience en signifiant l'achat des terres par la vente aux enchères, la détention d'un titre possessoire (*sanad ṭābū*) des terres connues dans leurs quatre limites (*ḥudūd-ha al-arba'a*) et la location pour un loyer convenu de la terre au défendeur (l. 48-49). Pour valider ces propos, le demandeur a apporté devant le tribunal un contrat de location établi par les deux dignitaires à Darwīš Kāfī et à trois autres villageois pour l'ensemble des terres de Ḥirbat al-Ġašamāt. La partie défenderesse nie les faits et ne reconnaît pas le contrat de location puisque selon l'article 446 de la Mecelle (Code civil), seul le propriétaire est en droit de louer son bien <sup>36</sup> (l. 54) et montre le titre possessoire établi par l'employé du service cadastral pour les gens de Zaybaq.

De ce fait, on décide de demander que les titres possessoires soient apportés auprès du tribunal le 9 juin (*ḥuzayrān*) 1302 (21 juin 1886) (l. 56). Dans la dernière audience, le récit se répète, les dignitaires apportent leur titre possessoire avec sceau impérial (*tuğra li-bi*) le même que celui évoqué lors de la première audience. Le défendeur refuse la validité de ce titre mais après le témoignage de deux personnes en faveur des dignitaires le président de la cour rend son verdict. Selon deux articles <sup>37</sup> de la Mecelle, les deux dignitaires sont les usufruitiers légaux des terres et Darwīš Kāfī le locataire doit payer et quitter la terre (*rafā'a yad al-mudda'a 'alayhi*) (l. 69). L'article 1737 rappelle que seuls les titres possessoires comportant le sceau impérial sont valides en justice. Alors qu'au début du document, les dignitaires affirment leurs propriétés et réclament un loyer impayé ; la clôture du procès confirme (*tubūt*) l'usufruit ou la possession (*tašarruf*) des deux notables damascains. Titre de propriété, titre possessoire, contrat de location, paiement de l'impôt au Trésor public sont autant de preuves pour renforcer la mainmise des notables sur une terre même si un fonctionnaire avoue avoir commis une erreur. L'enregistrement *ṭābū* et la plainte judiciaire constituent donc une pratique constitutive de la propriété. Désormais (doc. 21), les deux Damascains sont, en toute légalité, propriétaires, usufruitiers et bailleurs d'une terre domaniale de statut collectif (*mušā'*). Le procès dura environ 9 mois de septembre 1885 à juin 1886 ; l'affaire remonte à plus de dix ans ; la longueur de cette affaire révèle l'importance des conséquences de la mise en place du nouveau régime foncier ottoman.

36. Art. 446 du Code Civil : « Le bailleur doit être le propriétaire de la chose louée, ou bien le représentant de celui-ci en qualité de mandataire, de tuteur ou de curateur » (YOUNG 1906, vol. VI, p. 228).

37. Art. 1737 : « Les bérats impériaux et les inscriptions des livres du Defter-Khané étant indemnes de toute fraude font foi en justice. » (YOUNG 1906, vol. VI, p. 428).

Art. 1818 : « Le juge condamnera le défendeur si le demandeur prouve sa prétention ; en cas contraire le juge fera prêter serment au défendeur si le demandeur le défère. » (YOUNG 1906, vol. VI, p. 442).

## Conclusion

Le rôle des arpenteurs, des employés du cadastre, des témoins de compétences, du premier greffier du tribunal ou encore des conseils administratifs décisionnels est-il simplement d'entériner les faits ? Plaignants, propriétaires de biens, représentant légal, chargé d'affaires, employés des services administratifs et judiciaires, tous sans exception sont issus des familles de renommée locale ou provinciale ; leur intérêt pour les biens-fonds ruraux est incontestable. Dans un esprit de modernisation institutionnelle, Istanbul a donné naissance à une bureaucratie complexe qui a entraîné la systématisation de l'écrit non seulement dans l'enregistrement des biens et des personnes afin de mieux contrôler ses recettes fiscales mais aussi dans l'établissement de divers titres ou contrats de propriété, de possessions ou encore de location. Mais la multiplication des documents semble parfois annihiler la valeur de chacun d'entre eux. Seuls les documents portant le sceau impérial font foi en justice. Pourtant, lorsque dans une affaire les paysans possèdent un titre avec sceau impérial (doc. 16), la partie demanderesse constituée des notables de Homs remporte le procès. Justice est-elle faite ou se sont-ils fait justice ?

### Document SMBH 1 Doc 16 (24 mars 1302/ 5 avril 1886) : Compte rendu d'audiences du procès relatif à la spoliation d'une parcelle de terre située dans le village de Šinšār (Qaḍā' Homs)

سجل ١ محكمة نظامية بداية حمص

وثيقة ١٦

- ١ تقدم لهذه المحكمة عرضحال من إمضاء حسن افندي أتاسي و أخيه الحاج مراد افندي انجال المرحوم سعيد افندي أتاسي زادة المسلمين العثمانيين من أهالي حمص
- ٢ مؤرخ ٢٩ كانون ثاني ١٣٠١ بنومرو ١٦١ يتضمن إنه موجود قطعة أرض تسمى أرض المدرسة هي من أراضي قرية شنشار فمختار قرية آبل فليح البعض منها
- ٣ بعده أقر بنفس الحكومة إنه فليح الأرض المرقومة بالإستأجار بالخمس و إنه كتب عليه سند مقاوله بالإستأجار بالأرض المرقومه و بعد ذلك خرج للقرية
- ٤ و علم الفلاحين و فلوها و طردوا فلاحين قرية شنشار من تلك الأرض بالقهر و الجبر و قلبو فلاحتهما و يسترحما جلب حسن بوظان و سليمان الفلاح
- ٥ و عزو الحلبي من أهالي قرية آبل لأصل المحاكمة هذه خلاصة مآل العرضحال بناء عليه تحررن أوراق الدعوتية الثلاثة للمدعى عليهم بتواريخ
- ٦ مختلفة و لم يحضروا فتحرن لهم الأحضارات و تعين لهم جلسة يوم الإثنين الواقع ٢٤ مارس ١٣٠٢ فباليوم المرقوم حضر المدعيان و من المدعى عليهم حسن بوظان
- ٧ و سليمان الفلاح و لم يحضر عزو الحلبي فبطلب المدعيين بأجراء المحاكمة غياباً بحق الغائب المرقوم أعطي

القرار بتعين مأمون افندي صنوفي وكلياً مسخر عن الغائب المرقوم  
 ٨ محافظ على حقوقه وفقاً لمادة ١٤٦ من أصول المحاكمات الحقوقية و لدى إستحضار الوكيل المسخر المومي إليه  
 للمحكمة بحضور الرئيس و الهيئة و كاتب الطابو و المدعى  
 ٩ عليهما المرقومين إدعا المدعيان المرقومان قائلين إنه من الجاري في ملكهما من ضمن أراضي قرية شنشار أرض  
 تسمى خربة المدرسة هي من القديم  
 ١٠ بيد أهالي قرية شنشار قبل شرائهما للقرية المذبورة و أنهما واضعين يدهما عليها و إنه صار التحديد فيما  
 بينهم و بين أهالي قرية آبل بحضور  
 ١١ محددين و من ذلك الوقت إلى مرة أعتصاب الأرض المذبورة و هي في أيدي المدعيين و في تصرفهما منذوا ما  
 ينوف عن عشرين سنة و إنه في بعض  
 ١٢ السنة بعض أهالي قرية آبل يأخذون تلك الأرض بالأجار و هو الخمس بمشاهده م (?) شأهدت جميع أهالي  
 قرية آبل و يدفعون عن الوركو و الأعرش  
 ١٣ كل سنة بسنتها و مقيده بدفتر الأملاك على المدعيين و أن أوراق الطابو الموجودة بأيديهما تصرح أن حد أراضي  
 قرية شنشار  
 ١٤ غرباً طريق الحسينية و أن الطريق المذبور هو واقع غرب الأرض المدعى بها و من الكشف على قيود الطابو  
 يظهر حقيقة الحال و أن حدود  
 ١٥ الأرض المدعى بها قبلة أراضي شنشار و شرق طريق سكة الشام و شمالاً أرض لغيره التابعة أراضي قرية نقيرة و  
 غرباً طريق الحسينية  
 ١٦ و طلب رفع أيدي المدعى عليهم عن الأراضي المذكورة حسب العدالة و لدى تبليغ ذلك للمدعى عليهم  
 المرقومين أجاب سليمان الفلاح و حسن  
 ١٧ بوظان أن الأراضي المدعى بها هي أرضهما و بتصرفهما من مدة خمسين سنة و أكثر إستأجارهما(استأجرا)  
 الأرض المذكورة و إنها من جملة أراضي قريتهم  
 ١٨ و لا يعلمان مقدار استعمالها من البدار و إنه قد جرى نظام الطابو عليهما كسائر فلاحين القرية و أجاب  
 الوكيل المسخر المرقوم إنه ليسى للمدعيين المرقومين  
 ١٩ حق بالأراضي المدعى بها و إنها هي ملك موكلى عزو الحلبي المرقوم و لدى تبليغ ذلك المدعيين المرقومين أجاب  
 أن عندهما بينه بالأرض المدعى بها  
 ٢٠ أوراق الطابو و أوراق الإستأجار و هم سندات المقابلة تشهد بكون الأرض المذبورة هي ملكهما و بتصرفهما و  
 إنه في الجلسة الآتية يحضرون  
 ٢١ الأوراق و يثبتون اسماً أسماء الشهودات فعلية تأخرت المحاكمة لجلسة يوم الخميس الوقع ١٧ مارس ١٣٠٢  
 فبجلسة يوم المعين حضر المدعيان المرقومان و الوكيل  
 ٢٢ المسخر المرقوم و حضر مرعى الرمضون مختار قرية آبل المسلم العثماني الوكيل النظامي منطرف حسن بوظان  
 و سليمان الفلاح بموجب سند الوكالة  
 ٢٣ المصدق منطرف محرر مقاولات هذة المحكمة طاهر افندي سباعي كاتب أول هذة المحكمة مؤرخ ٢٧ مارس  
 ١٣٠٢ يتضمن توكيلهما للمرقوم بالمرافعة مع المدعيين  
 ٢٤ حسن افندي و أخيه مراد افندي بالأراضي المدعى بها و ذكر المدعيان المرقومان اسماً أسماء عشرة من الشهود  
 يشهدون أن الأراضي هي ملك المدعيين  
 ٢٥ المرقومين و بتصرفهما و أنهما يأخذان الخمس منهم و من جملة الشهودات يوسف إدريس مختار قرية  
 المباركية و يوسف وزير و يوسف ذكريا

٢٦ من أهالي كفر عايا و محمد اشتيوي من قرية البوير و حوري حنى... (جبة مختار محلة باب السباع بحمص و أمين لبيكار من كفر عايا و إبراهيم بن أحمد الشيخ

٢٧ و مصطفى الأصح من أهالي قرية نقيرة و حسين القيسى القيس من قرية الشومرية و لدى تبليغ ذلك للمدعى عليهم الوكيل النظامي و الوكيل المسخر أجاب

٢٨ الوكيل النظامي المرقوم أن الأراضي المدعى بها بحدودها المرقومة هي ملك موكيلهما و بتصرفهما بموجب أوراق الطابو بإيديهما و إنهما لي كل

٢٩ سنة يدفعون الويركو للخرينة و أجاب الوكيل المسخر أن الدعوى المدعين لاصحة لها و لا يعترف بها و لدى تبليغ ذلك للمدعين المرقومين أجابا

٣٠ أن الأراضي المدعى بها هي بتصرفهما و ملكهما و يؤيد دعواهما أوراق المقابلة بأستاجر بعض من الأراضي المذكورة و أبرزها من أيديهما

٣١ سند مقابلة مؤرخ ١٥ ربيع ثاني ١٣٠٢ مآله أن مدعى الوكيل المرقوم أستاجر بهذة السنة قطعة أرض تسمى خربة المدرسة التي هي

٣٢ من ضمن قرية شنشار و حدها قبلةً أراضي شنشار و شرقاً طريق الشام و غرباً المدرسة مع كتف الوادي الغربي و شمالاً لـ أرض لغيره

٣٣ التي هي تابعة إلى نقيرة من الحاج مراد افندي الأتاسي أحد المدعين المرقومين بخمس الحاصلات التي تنتج من الأرض المذكورة و أيضا سند

٣٤ مقابلة مؤرخ ١٠ مارس ١٣٠٢ مآله إنه بهذة السنة أن السيد محمد حسن افندي الأتاسي أحد المدعين أجر إلى حسن بن علي بوظان أحد

٣٥ المدعى عليهم قطعة أرض يقال لها وادي أحمد أغا التي حدها قبلةً و شرقاً أرض شنشار و شمالاً خربة أبو مطر الأخذه الى الزرودة

٣٦ و غرباً أرض قرية آبل بالخمس من جميع الحاصلات التي تنتج من الأرض المذبورة و ورقه الطابو عالم (...)

تبديلاً بإسم حسن افندي أحد المدعين

٣٧ نصرح بأن إسم الأرض أرض شنشار و حدها قبلةً أراضي شمسين و شرقاً... (..) و ... خالي أراضي قرية مسكنة و شمالاً أراضي كفر عايا و غرباً

٣٨ طريق الحسينية و أراضي آبل و تل قطينة و لدى تبليغ ذلك للوكيلين المدعى عليهما أجاب مرعى الرمضون أن أوراق المقابلة التي

٣٩ أبرزها المدعيان التي التي (sic) هي بإسم حسن بوظان هي خلاف الأرض المدعى بها و التي باسمه فالمدعيان المرقومان لم يدعيا عليه بشئ

٤٠ الآن بل الأبل دعواهما على حسن بوظان و سليمان الفلاح و عزو الحلبي و أن الأرض المدعى بها هي مطوبة على كامل أهالي القرية و من جملتهم

٤١ الثلاثة أنفار... (..) المدعى عليهم و بيد كامل الفلاحين أوراق طابو طغر إليه بالأرض المذكورة و أبرز من يده ثلاثة قطع أوراق الطابو أحدها

٤٢ مؤرخ ٢٠ تموز ١٢٩٠ بإسم عزو الحلبي و الثانيه بالتاريخ المذكور بإسم حسن بوظان و الثالثه بالتاريخ ٢٧ شوال ١٢٨٢ بإسم سليمان الفلاح

٤٣ و حدها قبلةً طريق البويضة و شرقاً ... (..) بأن قطعة الأرض و هي أرض المدرسة بتصرف الاسماء المرقومين و لدى تبليغ ذلك

- ٤٤ للمدعيين المرقومين أجاب باللائحه خلاصتها إنه تبين من ورقة الطابو التي أبرزها المدعيان أن الحد الغربي القرية شنشار طريق الحسينية و أن
- ٤٥ الطريق هو واقع غربي الأرض المدعى بها بمعرفة أهل الخبرة و الجوار و اخبار المخبرين يظهر للمحكمة حقيقة الحال بناء عليه أعطي القرار
- ٤٦ بالكشف على الأراضي المدعى بها و حدودها بنزحه (...) ظاهر افندي السباعي كاتب أول وكيل إعضا نائباً عن المحكمة مع كاتب الطابو عبد الوهاب بمعرفة
- ٤٧ الجوار من أهل الخبرة لكي يكشفو و يحققو و يقدمو مضبطة ممهورة منهم و من أهل الخبرة بما يتمقوعين لديهم بحضور الطرفين و بعد توجه المأمورين و جولاتهم
- ٤٨ بالأرض المدعى بها و الوقوف و التحقيق عليها حضروا و قدمو مضبطة ممهورة من طرف ظاهر افندي السباعي النائب المومي إليه و من كاتب الطابو عبد
- ٤٩ الوهاب افندي الأخرس و مصطفى الوعر مختار قرية كفر عايا و يوسف إدريس مختار قرية المباركية و حسين القيسى من الشومرية و يوسف وزير
- ٥٠ و أحمد ذكريا و يوسف ذكريا من كفر عايا و رفاعي وزير و أمين بكار من كفر عايا و محمد اشتيوي من قرية البوير و إبراهيم بن أحمد الشيخ و مصطفى
- ٥١ الأصبح و حوري حتى... مختار محلة باب السباع بحمص خلاصة مآلها إنه بعد الكشف و الوقوف على حدود الأرض المدعى بها وجد أن أهالي قرية
- ٥٢ آبل متجاوزون حدود أراضيهم و فالحون جملة أراضي تابعه لقرية شنشار و أن أعضابهم لتلك الأراضي هو حادث و أن المدعيين
- ٥٣ متصرفون بالأراضي المدعى بها مما ينوف عن عشرين سنة و أن الحد الفاصل بين أراضي القريتين المذكورتين هو طريق الحسينية ممتداً إلى غربي
- ٥٤ خربة مطر و منها إلى غربي العوسنجة الكبيرة ممتداً إلى غربي خربة المدرسة و منها على الأستواء إلى غربي حد المدرسة ممتداً على الأستوى
- ٥٥ إلى أراضي نقرية هذا مآل مضبطة الكشف المرقوم فقد درج ذلك بزورنال الدعوى أعلن الرئيس بختام المحاكمة و دخلت الهيئة للمحكمة و لدى
- ٥٦ التذکر فقد تبين من مضبطة الكشف و أخبار المخبرين المحررة أسمائهم و أختامهم ضمن زورنال الدعوى و من الكشف عن أوراق
- ٥٧ الطابو وجدان شرقي قرية آبل جوار و الجوار مجهول الحد و أن الأراضي المدعى بها هي أراضي المدعيين المرقومين و تحت تصرفهم و من
- ٥٨ إعتراف المدعى عليهم المرقومين بأستجار بعض الأراضي المدعى بها بموجب السندات النظامية المصدقة من طرف محرر المقاولات و دفعهم
- ٥٩ الخمس للمدعيين المرقومين بالاتفاق أعطى القرار و الحكم بثبوت الأراضي المدعى بها المرقومه للمدعيين المرقومين و منح المدعى عليهم المرقومين من معارضتهم
- ٦٠ للأراضي المدعى بها المرقومه وفقاً لمادة ١٨١٨ من المجلة العديلة حكماً قطعياً وجاهياً قابلاً للإستئناف و أن يؤخذ من المدعيين ثمن الرسوم ستون
- ٦١ غرش و خرج صورة و تبليغ أربعون غرشاً بناء لهم الرجوع بهم و بالرسوم المأخوذة منهما أولاً على الطرف الغير محق تحرير ٢٤ مارس ١٣٠٢

**Document SMBH 1 Doc 21 (19 tamūz 1302/31 juillet 1886) :  
Compte rendu d'audiences du procès de Darwiš Kāfī muhtār  
du village de Zaybaq pour loyer impayé (Qaḍā' Homs)**

سجل ١ وثيقة ٢١ محكمة نظامية بداية حمص  
١ تقدم لهذه المحكمة عرضحال من إمضاء الشيخ محمد رضا افندي الجمالي و مصطفى افندي الرسلان المسلمان  
العثمانيين من أهالي حمص مؤرخ  
١٧٢ تموز ١٣٠١ بنومرو ٥٦ يتضمن إن أراضي خربة جشمت بيد درويش كافي مختار قرية الزبيق بطريق الأجار  
وإنه أخذ حصلاتها  
٣ و ما دفع لهما شيئاً و إنهما باعا أحماس الخربة المذكورة من خالد افندي ابن المرحوم شريف افندي الأتاسي و  
يسترهما إحضار درويش كافي  
٤ و حجز الحاصلات و المزروعات و أخذ الحق و تسليمه للمشتري المرقوم مع رفع يد المدعى عليه عن الأرض  
المذكورة حسب النظام هذه خلاصة  
٥ مآل العرضحال المرقوم.  
٦ بناء عليه تحررت أوراق الدعوتية الثلاثة للمدعى عليه بتاريخ مختلفة و لم يحضر فحتررت أيضاً إحضار نامة و  
تعين لحضوره جلسة يوم  
٧ الخميس الواقع ١٣ أيلول ١٣٠١ ففي يوم المعين بحضور الرئيس و الهيئة حضر احد المدعيان الشيخ رضا افندي  
و لم يحضر المدعى الثاني و حضر أيضاً  
٨ عبد الله افندي ابن عبد القادر افندي الجندلي الوكيل النظامي عن طرف درويش كافي بالدعوى المذكورة و  
إدعى الشيخ رضا افندي الجمالي  
٩ الوكيل النظامي عن طرف شمعة زادة سعدتو احمد رفيق باشا من أهالي دمشق قائلاً إنه بحسب وكالته  
النظامية المسجلة أنه من الجاري  
١٠ في ملك المومي إليه و شريكه قوتلي زادة السيد عبد الغني افندي من أهالي دمشق أيضاً مناصفة بينهما لكل  
منهما النصف جميع مزرعتين الجشمت  
١١ الشهيدين بالشرقية و الغربية تابع قضاء حمص المحدودتين قبلاً أراضي خربة تين محمود و شرقاً أراضي خربة  
المحنانية تابعة قرية الكراد و شمالاً  
١٢ أراضي خربة الزبيق و خربة الحميمة و غرباً خربة السديانة من مدة ستة عشر سنة بموجب أوراق الطابو  
الطغرة ليه المحفوظة بيد الموكل  
١٣ و شريكه المقيد ذلك بدفتر الطابو بحمص مع قيد الأملاك و إنه يدفع عنهما المرتب لجهة الخزينة كل سنة  
بسنيتها مع جملة مزارعه  
١٤ كون شرائهم من قبل الحكومة السنية بعد طرحها بالملزادة و ذلك بتاريخ ٢٧ ذي الحجة ١٢٨٦ ستة و ثمانين و  
إنه من ذلك التاريخ  
١٥ و إلى الآن و هما يؤجرا ذلك من شاء و إختاراً بمشاهدة جميع الجوار و أهل الزبيق و إنه في السنة الماضية  
٩٨ و ٩٩  
١٦ إستأجرهما درويش بن مصطفى كافي و عبد الله بن مصطفى قاسم و عمر المرعي و خضر الإبراهيم المسلمين  
العثمانيين من أهالي قرية  
١٧ الزبيق التابعة قضاء حمص من وكيل الباشا المشار إليه نجيب افندي الرفاعي و من وكيل شريكه عبد الغني  
افندي المومي إليه مصطفى افندي الرسلان

١٨ بموجب سند مؤرخ ١٤ أيلول ٩٨ إلى غاية ١٤ أيلول ٩٩ و أن المدعى عليه درويش كافي المرقوم إستأجر الأراضي المذكورة

١٩ مدة سنة كاملة بأجرت مثلها و لم يدفع الأجرة المرقومة و يطلب أجرة المثل من الموكل المدعى عليه المرقوم.

٢٠ و لدى تبليغ ذلك للوكيل المدعى عليه المذكور أجاب أن الأراضي المذكورة جميعها بتصرف أهالي قرية الزبيق من دون معارض

٢١ و لا ممانع أتصل ذلك إليهم من أبائهم و أجدادهم و إنه حينما صدر الأمر بتطويب الأراضي تطوبت عليهم أراضي الزبيق

٢٢ و الجشمتا على عموم الأهالي بموجب أوراق طغرة ليه مؤرخة ١٠ جمادى ١٢٨٢ و أن الأهالي ما باعو الأراضي و لا فرغوها

٢٣ لأحد و إنه بعد إجراء الطابو بكام سنة أحد مأمورين الطابو إبراهيم افندي السباعي باع مزارع إلى الذوات شمعة زادة و قوتلي

٢٤ زادة و من الجملة باع جانب من مزرعتي جشمتا المدعى بها بوجه الغلط حيث إنها بحدود المزارع المذكورة و إنه لما بلغ أهالي

٢٥ قرية الزبيق أخذوا أوراق الطابو و أعرضوا دعواهم إلى الولاية الجلييلة و صدر الأمر للمتصرفية بالإستفسار عن مصادقة مجلس

٢٦ المحلة على ذلك أم لا و تحقيق القضية بموجب مضبطة فعلية تقدم مضبطة من مجلس إدارة حمص تتضمن أن أراضي الجشمتا هي من أراضي

٢٧ قرية الزبيق و إنها من القديم بتصرف أهلها أهالي القرية المذكورة و إنه كل سنة يدفعون أموال الوريكو و الأعشار لجهة الخزينة

٢٨ العامرة مع ذكر حدود المزرعتين المذكورتين بأطرافهما الأربعة و إنه بمقتضى ذلك أعطي لهم أوراق طابو و أنه مؤخراً حينما إبراهيم

٢٩ افندي السباعي باع إلى المومي إليهما بعض مزارع أدخل هذه المزرعتين بينهم كونهم بحدود المزارع المرقومة و أنه بمجلس إدارة لواء

٣٠ حما حصل السؤال وقتها من دفتر خاقانة اللواء أجاب أنها مطوبة على أراضي قرية الزبيق مؤخراً أجري بيعها بمبلغ

٣١ تسعمائة و عشرين غرش مكرراً و أن مجلس إدارة اللواء بوقتها استحضر إبراهيم افندي السباعي المذكور و بحسب سؤاله عن ذلك أجاب إن

٣٢ ذلك سهوا منه و أن حق القرار إلى أهالي قرية الزبيق و أنه بوقتها المجلس المومي إليه حرر مضبطة للولاية بأن يصير دفع التسعمائة

٣٣ غرش من الخزينة العامرة إلى الموكل المدعي المومي إليه و شريكه عبد الغني افندي هي الرسوم التي أخذت منهما سابقاً و إنه في سنة ١٢٩٠ منع

٣٤ الموكل المدعي المومي إليه من دعواه بموجب المضبطة المذكورة و أنها بيده و بالجلسة الآتية يقدمها للمحكمة مع بقية الأجوبة اللازمة

٣٥ فعليه تأخرت المحاكمة لجلسة يوم الخميس الواقع ١٩ أيلول ١٣٠١ ففي جلسة يوم المعين بحضور الهيئة و كاتب الطابو عبد الوهاب افندي

٣٦ الأخرس حضر الطرفان للمحكمة و ذكر الوكيل المدعى عليه أن بقية جوابه عن الجلسة الماضية أن الأراضي المدعى بها ليست بيد



- ٣٧ موكله درويش كافي المرقوم بل بيده جزء منها و هو مقدار من واحد و الباقي بيد كافة فلاحين قرية الزبيق على قدر ما بين
- ٣٨ كل واحد منهم من الفدن و أن إدعاء الوكيل الشيخ رضا افندي المومي إليه بكامل أراضي مزرعة بجشمتا فموكله الباشا المشار إليه لا يستحق
- ٣٩ سوى نصف الأرض المدعى بها و أن ادعائه بأجرت الأرض المذكورة بموجب السند الذي بيده فهذا السند لا عبرة له لأن تاريخ السند
- ٤٠ المذكور عن سنة ٩٨ و مع ذلك موكله ليسى عنده علم من ذلك مطلقاً و من مطالعة المضبطة يتضح للمحكمة حقيقة الحال و أن أهالي
- ٤١ الزبيق يتصرفون بالأراضي هم و موكله المرقوم بموجب أوراق الطابو المؤرخة بتاريخ ٨٢ من دون منازع و لا معارض و أبرز
- ٤٢ من يده المضبطة المرقومة و بحسب مطالعتها وجدت صادرة من مجلس إدارة القضاء باللغة التركية مؤرخة ١٨ تموز ٨٩ تتضمن
- ٤٣ أن أراضي بجشمتا جرى تطويها على أهاليها ثم تطوبت على أحمد افندي الشمعة و عبد الغني افندي القوتلي مع الأراضي التي صار تطويها لهما
- ٤٤ يستأذنون من اللواء عن إجراء ما يقتضي مزيلة مضبطة من مجلس إدارة اللواء مبينه عن تقرير مأمور دفتر الخاقاني مآلهما الإستئذان
- ٤٥ من مقام الولاية الجليلة في ذلك بيان أن المناسب و الأوفق للخزينة و الطرفين أن يصير وكيل الأراضي المذكورة مجدداً و يعطي لكل من
- ٤٦ الجانبين على مقدار الدوغمات التي مكتوبه عليهم من الفضله مؤرخة ٧ تشرين أول ٨٩ و لدى تبليغ ذلك للوكيل المدعي المومي إليه أجاب
- ٤٧ أن موكله الباشا المشار إليه و شريكه بالتاريخ التي دُكر في صدر الدعوى كانا إشتريا تلك الأراضي بحدودها الأربعة من الخزينة
- ٤٨ العامرة بمعرفة مأمور الطابو و أن يؤجرها منمن شأاً بمبلغ معلوم كل سنة بسنتها و طلب الأجرة المدعى بها من درويش كافي
- ٤٩ المدعى عليه عن هذه السنة و أبرز من يده سند و صار قيده بجريدة الضبط حرفياً خلاصة مآله أن نجيب افندي الرفاعي وكيل الباشا
- ٥٠ المشار إليه و مصطفى افندي الرسلان و وكيل عبد الغني افندي القوتلي أجرا كل من مختار قرية الزبيق درويش كافي و (...) قاسم المصطفى و مرعي
- ٥١ و خضر إبراهيم جميع أراضي بجشمتا الغربية و الشرقية بحدودها المعلوم مدة سنة كاملة إبتدائها صليب ٩٨ نهايتها صليب ٩٩
- ٥٢ بمبلغ تسعماية غرش مؤرخ السند المرقوم ١٤ أيلول ١٣٠١ بشهادة محي الدين حواره و عبد الرزاق شراف الدين و حسن افندي الرفاعي
- ٥٣ و فارس عودي و لدى تبليغ ذلك و قراءة السند المرقوم على الوكيل المدعى عليه أجاب إن دعوى المدعى لا أصل لها لأنه لا يستحق الأجرة مالم
- ٥٤ يثبت تصرفه بالأراضي عندها يصلح له طلب الأجرة توفيقاً لمادة ٤٤٦ من المجلة و أن موكله متصرف بالأراضي المدعى بها و أبرز من
- ٥٥ يده كشف من قلم الطابو على عرضحال يختم كاتب الطابو عبد الوهاب افندي مآله أن أراضي تسمى جشمة مقيدة على كافة أهالي قرية الزبيق

- ٥٦ بتاريخ ٨٢ بناء عليه أعطي القرار على طلب أوراق الطابو الذي بيد كل من الطرفين في جلسة يوم الإثنين الواقع ٩ حزيران ١٣٠٢ حضر
- ٥٧ المدعي الشيخ رضا افندي وكيل الباشا المشار إليه و أبرز ورقة طابو طغرة ليه و صار قيدها بجريدة الضبط وجدت بنومرو ١ يتضمن إنه
- ٥٨ في نيسان ٩٣ تطوبت أراضي بجشمة الكبيرة و الصغيرة بحدودها المعلومة بإسم عبد الغني افندي ابن محمد افندي و أحمد افندي بن سليم افندي و ذلك
- ٥٩ في قضاء حصن الأكراد و طلب وكيل المدعي المومي إليه تسليمه الأراضي و الأجرة المدعى بها المرقومة بمقتضى ورقة الطابو و السند
- ٦٠ المرقوم و لدى تبليغ ذلك للمدعى عليه الوكيل المرقوم أجاب أن السند الذي استند به المدعى الوكيل المرقوم تاريخه ٩٨ ليس له إعتبار
- ٦١ لأنه صار له مدة أربعة سنوات و هذه الخامسة فلو كان له أصل لكان طلبه بهذة المدة الطويلة و أنه لا يعتبر السند مطلقاً و لا يعتبر ورقة الطابو و إنه الأراضي المدعى بها هي لكافي
- ٦٢ الفلاحين و كل منهم له حصة على فدان من الفدان و أنه ليس له وصول لورقة الطابو التي بإسم موكله بناء عليه أعطي القرار على طلب السند المقيده أسمائها لسند
- ٦٣ الأجار من المدعي المرقوم فأحضر للشهادة كل من حسن افندي الرفاعي و الحاج محي الدين حواره و شهدا بحضور الطرفين بمضمون السند المرقوم فستل من المدعي
- ٦٤ عن شهادة الشاهدين أجاب أنهما عدول و ليس له طعن بهما لذلك أعلن الرئيس بختام المحكمة و دخلت الهيئة للمذاكرة و لدى التذكر أعطي القرار الآتي و هو
- ٦٥ إنه حيث تبين من ورقة الطابو الطغرة ليه التي أبرزها المدعي الوكيل المومي إليه أن الأراضي المذبورة هي بتصرف سعادة بن أحمد رفيق باشا و شريكه
- ٦٦ عبد الغني افندي و تبين أيضا من سند الإستجار التي أبرزه الوكيل المومي إليه السابت مضمونه بواجبة الوكيل المدعى عليه أن الأراضي المدعى بها هي بتصرف أحمد رفيق باشا و شريكه المومي إليه بتاريخ ١٤ إيلول ١٣٠١ أجر الأراضي
- ٦٧ المرقومة من المدعى عليه الموكل المرقوم و رفقاها المذبورين فبالإتفاق بتاريخ ٥ تموز ١٣٠٢ حكمت الهيئة المرقومة بثبوت
- ٦٨ الأراضي المدعى بها على درويش كافي المرقوم للمدعين المرقومين و بثبوت ما يخصهما من الإجار و هو الربع مبلغ مايتين و خمسة
- ٦٩ و عشرون غرش مع رفع يد المدعى عليه المرقوم عن الأراضي المدعى بها وفقا لمادة ١٧٣٧ ، ١٨١٨ من المجلة العدلية حكماً قطعياً وجاهياً قابلاً للإستئناف و إنه يؤخذ
- ٧٠ من المدعيان المرقومان ثمن الرسوم عشرون غرش و خرج صورة و تبليغ أربعون غرش و لهما الرجوع بهم على الطرف الغير محق و قد تحرر هذا الإعلام من محكمة
- ٧١ بداية حمص تحراً ٢٩ شوال ١٣٠٣ و ١٩ تموز ١٣٠٢.
- (...)
- ٥٥ قيديّة
- ٤٠ خرج إعلام
- ٤٥ تذاكر و تبليغ أولى و ثانية و ثالثية
- ٤٠ صورة و تبليغ
- مجيدي يكرمي (... غروش المدن؟ ٢١ (... ١٣٠٢

